## Note biographique sur Gabriel Hanotaux :

## le ministre, l'homme de lettres et les colonies

Gabriel Hanotaux fut un ministre des Affaires étrangères (1894-1898) et académicien (1897) de la Troisième République. Né à Beaurevoir le 19 novembre 1853, c'est un picard de l'Aisne. Quittant sa terre natale en 1871, il se retrouve à Paris pour y suivre ses études de droit, d'abord, à la Faculté de Paris (licencié en 1875) puis, après y avoir rencontré son grand-oncle Henri Martin à Passy, il y poursuit des études d'histoire, parallèlement à l'Ecole nationale des Chartes (diplômé en 1881) et à l'Ecole pratique des hautes études (élève puis maitre de conférences de 1876 à 1885). Ces premières années parisiennes qu'il conte dans le premier volume de ses mémoires, *Mon Temps*, le forment aux nouvelles méthodes de l'étude de l'histoire, auprès de Jules Quicherat et de Gabriel Monod. Cherchant à « tout savoir sur Louis XIV », il rencontre Richelieu, ce qui l'amène à pousser les portes des archives diplomatiques alors fermement gardées par M. Faugère.

Cette entrée au Quai d'Orsay lui permit, de postes en postes, d'approcher de près la politique étrangère de la France : après Richelieu, il rencontre Léon Gambetta, puis Jules Ferry, devenant successivement leur chef adjoint de cabinet de 1881 à 1885. Après un court séjour à Constantinople d'août 1885 à avril 1886 en tant que chargé d'affaires à l'ambassade, il fait un bref passage à l'Assemblée nationale en tant que député de l'Aisne jusqu'en 1889, avant de revenir au Quai d'Orsay poursuivre son ascension ministérielle. Nommé sous-directeur à la direction politique le 30 octobre 1889, il en est directeur le 13 août 1890 avant d'être directeur des Consulats et des affaires commerciales le 15 octobre 1892. Depuis Jules Ferry, Hanotaux baigne ainsi dans la politique coloniale de la France que met en place le nouveau régime de la République. En assistant à la chute du cabinet Ferry avec l'affaire du Tonkin en mars 1885, le jeune chartiste perçoit non seulement toute l'agitation de l'opinion publique face à ces brulants sujets mais également l'instabilité ministérielle qui a particulièrement marqué ce nouveau régime. Ce tumulte de la vie politique l'éloigne pour un temps du calme de l'étude de l'histoire, qui ne tarde pourtant pas à le rattraper : entre histoire et politique, Hanotaux trouve un équilibre qui le guida toute sa vie.

Formé à l'Histoire riche d'enseignements pour organiser l'avenir et à l'Ecole des fondateurs de la Troisième République, Hanotaux fait partie de cette jeune génération qui succède à celle du second Empire et qui intègre le gouvernement pour préparer le relèvement de la France marqué par le traité de Versailles de 1871. A l'apogée de son ascension au Quai d'Orsay, c'est en 1894, et pour quatre années, que Gabriel Hanotaux devient ministre des Affaires étrangères. Sous les gouvernements de Dupuy (1894-1895), Ribot (1895) et Méline (1896-1898), avec une courte interruption sous le gouvernement Bourgeois de novembre 1895 à avril 1896, le ministre participe aux célébrations de l'amitié franco-russe avec la venue du Tsar Nicolas II en France en 1896, ainsi qu'à la construction de l'Empire colonial français en Afrique dans une épopée qui prend fin avec l'incident de Fachoda. Si cette affaire marque la fin définitive de la carrière politique d'Hanotaux, il n'en était pourtant ni l'initiateur ni l'organisateur et n'en a été que le poursuiveur tandis qu'il menait de front son propre projet : un traité avec les puissances

continentales européennes qui a été signé le 14 juin 1898 mais qui fut entrainé avec la chute du cabinet Méline dans les journées qui suivirent.

Elu académicien alors qu'il était encore ministre en 1897, Hanotaux ne quitte la politique que pour mieux revenir à l'histoire et en particulier à l'étude de son Richelieu. Symbole de la construction de la puissance française, le chartiste en fait son guide pour servir la France qui peine à se relever : après 1870, c'est 1914-1918, qui ne s'achève que par la Seconde Guerre mondiale. Fuyant les projecteurs de la scène politique de la France, Hanotaux poursuit le demisiècle de vie qu'il lui reste à vivre à écrire, et sa plume lui permet sinon de gagner sa vie, mais surtout de mener les analyses des évènements de son temps pour continuer de servir son pays, à l'abri de l'effervescence médiatique. Articles, études historiques, discours, préfaces, Hanotaux est surnommé le « Balzac de son temps ». Parallèlement, il est tour à tour président fondateur du comité France Amériques en 1909, favorisant une amitié franco-américaine qui fut salvatrice au moment de la guerre, président fondateur du comité de l'Aisne en 1914, cherchant à soutenir sa « petite patrie » picarde dévastée par la Grande Guerre, et enfin président fondateur de l'Académie des sciences coloniales en 1922.

Cette dernière fonction peut sembler inattendue, Hanotaux n'étant d'aucun parti colonial. Et pourtant tout semble prédestiner l'ancien ministre à une telle responsabilité : responsable de la politique étrangère et notamment coloniale à la fin du XIXe siècle – il a d'ailleurs assumé durant quelques semaines la fonction de ministre des Colonies au moment où ce ministère s'institutionnalisait (1894) – Hanotaux était intégré à un vaste réseau colonial, étendu dans le monde et par la quantité de personnalités qui y figuraient. Des anciens ministres (Eugène Etienne) et futurs présidents de la République (Paul Doumer), des généraux (Marchand et Gouraud), amiraux (Lacaze) et maréchaux (Franchet d'Esperey), ou encore des intellectuels qui se sont intéressés à cette question coloniale (Alfred Martineau) y figuraient. Ce riche réseau, associé à sa personnalité d'ancien ministre et d'immortel de la coupole, lui permirent d'assoir son influence toujours dans le but de soutenir la politique de la France bouleversée par la réorganisation des puissances dans le monde.

S'il n'a pas vu la fin de la guerre, décédé chez lui, avenue Hoche à Paris le 11 avril 1944, l'élève de Richelieu n'a jamais cessé de défendre son pays pour son unité et sa puissance, tant par ses actions que par sa plume. Il écrit jusqu'à la fin de sa vie : après avoir fait la biographie de nombreux personnages clés de l'Histoire de France, de Jeanne d'Arc à Mangin en passant par Poincaré, et après avoir dirigé les grandes collections de *L'Histoire de la Nation française* (1920-1929), *L'Histoire de la nation égyptienne* (1931) et *L'Histoire des colonies françaises et de l'expansion de la France dans le monde* (1929-1934), il termine par son Richelieu avec lequel il avait commencé en publiant son premier livre en 1879, *Le testament politique de Richelieu*.

Emmanuelle HAIM MASSON

Doctorante en Histoire Contemporaine

Sorbonne Université – ED 188